

**Convention collective**

**IDCC : 8433. – ENTREPRISES D'HORTICULTURE,  
PÉPINIÈRES ET MARAÎCHAGE**

**(Franche-Comté)**

**(1<sup>er</sup> avril 1986)**

(Etendue par arrêté du 11 décembre 1986,  
*Journal officiel* du 20 décembre 1986)

---

**AVENANT N° 34 DU 26 NOVEMBRE 2009**

NOR : *AGRS1097198M*

IDCC : 8433

Entre :

Le syndicat régional de l'horticulture, pépinières, maraîchage de Fran-  
che-Comté,

D'une part, et

L'UR CFDT ;

L'UR CFTC ;

L'UR CGT ;

L'UR CGT-FO ;

L'UR CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

## **Article 1<sup>er</sup>**

L'article 19 « Période d'essai des personnels » de la convention collective est modifié comme suit :

« Pour les différentes catégories d'employés et d'ouvriers, les périodes d'essai sont prévues :

- pour les personnels classés jusqu'au niveau III échelon 1 : 1 mois avec 3 jours ouvrés de préavis ;
- pour les personnels classés au niveau III échelon 2 et plus : 2 mois avec 5 jours ouvrés de préavis. »

Est ajouté « renouvelable une fois ».

L'article 9 de l'annexe I de la convention collective concernant les cadres et assimilés est modifié comme suit :

« La durée de la période d'essai est au maximum de :

- 3 mois du coefficient 230 au coefficient 250 ;
- 6 mois du coefficient 251 au coefficient 350 ;
- 12 mois du coefficient 351 au coefficient 400. »

Est remplacé par : « 4 mois renouvelable une fois ».

« Pendant la période d'essai, la durée du préavis réciproque est ainsi fixée », le mot « réciproque » est supprimé.

Est supprimé : « A partir du 9<sup>e</sup> mois ».

Est ajouté : « Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours. »

L'article 18 de la convention collective est modifié comme suit :

« Il répond aux conditions des articles L. 122-1 et suivants du code du travail » est remplacé par : « Il répond aux conditions des articles L. 1242-1 et suivants du code du travail. »

## **Article 2**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de l'unité territoriale du Doubs. Un exemplaire papier sera dressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 26 novembre 2009.

(Suivent les signatures.)